

L'école inclusive mais autrement

Les représentants syndicaux des enseignants fribourgeois mettent la pression sur le Conseil d'Etat



Les représentants syndicaux des enseignants unis pour améliorer les rouages de l'école inclusive. De g. à dr: Jodok Eyholzer, Lionel Roche, Raphaëlle Giossi et Vanessa Luginbühl. Charly Rappo

MAGALIE GOUMAZ

Rentrée scolaire «C'est plus qu'un succès.» Ce sont les termes utilisés par les syndicats des enseignants, qui s'apprêtent à remettre au Conseil d'Etat pas moins de 2917 signatures récoltées en deux mois à l'appui de leurs revendications. Ces signatures proviennent des enseignants ainsi que des intervenants auprès des élèves, ont-ils expliqué vendredi à l'occasion d'une conférence de presse conjointe de Formation Fribourg et du Syndicat des services publics (SSP).

A la veille de la rentrée scolaire, les enseignants fribourgeois ne remettent pas en question l'école à visée inclusive, mais demandent

une remise à plat du dispositif. Ils veulent que davantage de temps leur soit accordé pour ce qu'ils appellent «la maîtrise de classe», c'est-à-dire de tenir mieux compte des tâches administratives qui leur échoient et ne cessent de croître.

Ils préconisent une baisse du nombre d'élèves par classe ou un renforcement du coenseignement.

Ils plaident pour une refonte du système d'aide aux élèves en difficulté afin de le rendre plus efficient. Enfin, ils appellent de leurs vœux la création d'un groupe de travail pour intégrer les aspects pédagogiques et didactiques dans le projet d'éducation numérique.

«Nous avons visé juste. Ces revendications collent aux préoccupations des enseignants», affirme Lionel Roche, du groupe enseignement du SSP, qui avoue que le nombre de signatures dépasse l'objectif, qui était de 2500 signataires. «L'Etat répond toujours que les caisses sont vides mais pour l'éducation numérique, des moyens financiers ont été trouvés», constate-t-il.

Des mois d'attente

Les enseignants sont submergés. «Mais c'est pour que l'enfant aille mieux que nous devons agir, pas pour nous. C'est l'enfant qu'il faut remettre au cœur du dispositif», lance une enseignante, membre du SSP.

«Les élèves ont toujours plus de besoins spécifiques, poursuitelle.

Mais à partir de notre signalement, il faut des mois d'attente pour obtenir une réponse appropriée, et ensuite encore des mois d'attente pour que la prise en charge se concrétise.

Pendant ce temps, il y a beaucoup de souffrance.» Les syndicats estiment que le système de prise en charge actuel atteint ses limites et que la prise en charge individuelle n'est plus toujours la bonne solution, ou en tout cas ne devrait plus être la seule réponse. En effet, les élèves présentant des difficultés ont de multiples rendez-vous à l'extérieur. «Tous les jours, des enfants manquent à l'appel. Je n'appelle pas vraiment ça de l'école inclusive», lance Raphaëlle Giossi, coprésidente de Formation Fribourg.

De multiples maux

Tous les maux de la société se retrouvent sur les bancs d'école.

Troubles du spectre autistique, du comportement, de l'attention, hyperactivité... A cela s'ajoutent des incivilités, des situations familiales complexes. Raphaëlle Giossi reçoit de nombreux témoignages.

«Une enseignante a dressé la liste de tous ces maux.

Sur quinze élèves, seuls quatre ne cochaient aucune case», raconte-t-elle.

Une autre lui a raconté que pour parler de la situation d'un élève, ils se sont retrouvés à quinze autour d'une table. «Est-ce que ça fait toujours sens?» s'interroge-t-elle.

Les syndicats estiment que sans cette remise en question, l'école va dans le mur et ne peut plus assumer sa mission première, à savoir enseigner.

«Beaucoup de personnes gravitent déjà autour de l'école. Ce n'est pas en rajoutant des intervenants, comme c'est actuellement la tendance, que nous allons réellement trouver des réponses appropriées pour le bien des enfants», souligne la représentante du groupe enseignement du SSP. Elle relève que les nombreux enfants qui ont besoin d'un soutien extérieur ne bénéficient que de quelques petites heures d'appui. Le reste du temps, la tâche revient à l'enseignant, et il doit pouvoir s'adapter à chacun. Pour cela, il faut lui en donner les moyens.

«Chaque enfant a besoin d'apprendre et de se développer», ajoute Vanessa Luginbühl, coprésidente de Formation Fribourg pour la partie alémanique, laquelle relève que les longs délais pour que des mesures soient prises ont un impact psychologique sur l'enfant.

«Nous devrions nous demander pourquoi la curiosité et la motivation diminuent», lance-t-elle.

Et d'assurer qu'il s'agit d'un «investissement préventif et durable, qui sera rentable à long terme pour tous».

Fort de leurs revendications, les syndicats veulent entrer en discussion avec le Conseil d'Etat et pas uniquement avec la Direction de la formation et des affaires culturelles (DFAC) car selon eux, d'autres directions sont concernées, celle des Finances mais aussi de la Santé et

des affaires sociales. «Nous souhaitons d'abord qu'il entre en matière sur nos revendications, qu'un calendrier puisse être établi», explique Raphaëlle Giossi.

En clair, les enseignants veulent être des partenaires en vue d'une recherche commune de solutions concrètes, avoir des perspectives.

Des classes pilotes

Ils sont conscients qu'il sera difficile de changer de paradigme du jour au lendemain. «Mais nous pourrions commencer par des classes pilotes, avec moins d'enfants ou avec un coenseignement», propose Raphaëlle Giossi, qui plaide également pour davantage de souplesse et de flexibilité dans la structure.

«Notre société évolue rapidement, l'école doit suivre», complète Vanessa Luginbühl.

«Nous ne disons pas que l'Etat ne fait rien ou que nous ne sommes pas entendus. Mais sa réponse consiste trop souvent à mettre un pansement sur la plaie, sans soigner le mal. En tout cas nous, nous ne voyons pas les effets», conclut Raphaëlle Giossi. Coprésidente de Formation Fribourg, Claire Spring fait également remarquer que les difficultés rencontrées ne sont pas propres au canton de Fribourg.

«Le mouvement est plus large», rappelle-t-elle.

En effet, une étude nationale sur la satisfaction au travail vient d'être publiée. Pour la Suisse romande, la note récoltée est de 3,9, soit inférieure à la moyenne. Les résultats par canton seront connus prochainement.

Toujours est-il que le corps enseignant le constate: «Pour tenir le coup, des enseignants font le choix de ne plus travailler à 100%. Ou alors ils quittent le métier parce qu'ils sont démotivés», regrette Claire Spring.

«Tous les jours, des enfants manquent à l'appel»

Raphaëlle Giossi